Pour publication immédiate : 4/26/2016 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UN PARTENARIAT AVEC LE NEW JERSEY EN VUE DE LUTTER CONTRE LES ABUS DE MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE

Les États partageront des données provenant de leurs programmes de suivi des ordonnances respectifs dans un effort commun en vue d'éviter la création de réserves, la revente et l'abus de substances contrôlées dangereuses

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que l'État de New York a commencé à partager les données de son programme de suivi des ordonnances (PMP) avec le New Jersey dans le but d'éviter la création de réserves et la revente de substances contrôlées dangereuses et d'aider à lutter contre les abus de médicaments d'ordonnance.

New York et le New Jersey utilisent le centre de PMP InterConnect de l'Association nationale des conseils pharmaceutiques, qui leur permet de partager en toute sécurité les données sur les ordonnances avec les entités autorisées qui les demandent dans d'autres États faisant partie du centre. Le programme de suivi des ordonnances offre aux praticiens et aux pharmaciens des renseignements sur les ordonnances récentes d'un patient sur les substances contrôlées. En offrant des dossiers plus complets sur les historiques d'ordonnances multiétatique des patients, les États travaillent ensemble en vue d'empêcher les individus cherchant à contourner les lois d'État d'obtenir des substances contrôlées dangereuses et d'en faire des réserves ou de les revendre à des fins non médicales.

New York a commencé à partager des données avec le New Jersey le 14 avril 2016. En date du 22 avril, plus de 16 000 dossiers sur les substances contrôlées ont été demandés, plus de 12 000 de ces demandes provenant de New York et du New Jersey.

« Le partage des données sur les substances contrôlées avec les États voisins nous permet de combattre plus efficacement les abus et la fraude touchant aux médicaments d'ordonnance, **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** New York a observé une importante baisse du nombre d'ordonnances pour substances contrôlées depuis que nous avons lancé notre vigoureux programme I-STOP en 2012, et je suis convaincu que le partage des données d'un État à l'autre renforcera ce succès dans toute la région. Les abus de médicaments d'ordonnance touchent des familles de partout au pays, et je suis fier de l'étape cruciale que nous franchissons en vue de mettre fin à l'épidémie. »

Le Gouverneur Cuomo a lancé le PMP de New York - connu sous le nom d'Internet System for Tracking Over-Prescribing Act (I-STOP) - en 2012, et le programme a

révolutionné la façon dont les substances contrôlées sont prescrites, distribuées et suivies dans l'État de New York.

New York continuera à partager des données des PMP avec d'autres États voisins participants, et étend ses efforts à tous les autres Étas prenant part au centre InterConnect. D'autres efforts sont en cours en vue de partager les données des PMP avec les entités autorisées qui les demandent dans les États qui ne prennent pas part à InterConnect.

Le commissaire de la Santé de l'État, le Dr Howard A. Zucker, a déclaré : « De participer à InterConnect non seulement facilite la transmission des données des PMP sur les substances contrôlées aux entités autorisées qui les demandent dans d'autres États, cela améliore également la capacité de New York à faire le suivi de médicaments potentiellement dangereux et d'éviter qu'on en prescrive trop, tout en renforçant les efforts complets du Gouverneur Cuomo visant à lutter contre les abus de médicaments d'ordonnance. »

La directrice du Bureau de l'alcoolisme et des services de toxicomanie de l'État de New York, Arlene González-Sánchez, a déclaré : « Je félicite le Gouverneur de son initiative consistant à partager des informations sur les ordonnances d'un État à l'autre. L'abus d'opiacés d'ordonnance mène à une dépendance chronique ayant des répercussions sur les familles et les communautés. En partageant les informations sur les ordonnances d'un État à l'autre, nous pouvons faire le suivi de la distribution et minimiser les pratiques frauduleuses en matière d'ordonnance ainsi que la mauvaise utilisation de ces ordonnances. »

Le sénateur Kemp Hannon, président du Comité sur la santé du Sénat, a déclaré : « La lutte contre l'épidémie d'opiacés exigera le genre de collaboration annoncée aujourd'hui par le Gouverneur Cuomo. En partageant des données sur les ordonnances, nous serons mieux en mesure de rapidement repérer les patients qui tentent d'obtenir illégalement des substances contrôlées. Il s'agit d'un immense pas vers l'avant dans nos efforts visant à mettre fin à l'épidémie d'abus d'opiacés. »

Le sénateur Andrew Lanza a déclaré : « De savoir représente la moitié du combat. Par le programme de suivi des ordonnances et I-STOP, l'État de New York a compilé une précieuse banque de données sur les substances contrôlées, utilisée en vue de mieux servir les patients et de lutter contre les abus. En rendant ces informations disponibles d'un État à l'autre, New York ajoute une autre couche de dissuasion pour ceux qui donnent trop d'ordonnances, ou qui tentent d'obtenir des médicaments dans d'autres États. Le suivi régional des ordonnances non seulement a du sens, cela sauve des vies. »

Le membre de l'Assemblée Richard N. Gottfried, président du Comité sur la santé de l'Assemblée, a déclaré : « Le programme de suivi des médicaments d'ordonnance adopté en 2012 a été un important outil dans la réduction des abus de médicaments d'ordonnance dans l'État de New York. De le lier au système du New Jersey - et plus

tard à d'autres systèmes d'État - ne fera que le rendre plus efficace. »

Le membre de l'Assemblée Michael Cusick a déclaré : « L'épidémie d'opiacés n'est pas simplement un problème confiné derrière les frontières d'un seul État. Les abus et la mauvaise utilisation d'opiacés sont devenus un problème régional, qui exige des solutions créatives avec nos partenaires des États voisins. Le partage des données avec le New Jersey est un départ, et cela permettra aux médecins et pharmaciens de New York de surveiller de plus près les efforts d'un patient qui tente d'obtenir illégalement des substances contrôlées dangereuses. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber |press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418